

ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Refus d'accès aux chiens guides et d'assistance dans les lieux publics Question écrite n° 6003

Texte de la question

M. Jean-Michel Brard appelle l'attention de Mme la ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap, sur les refus persistants d'accès aux chiens guides et d'assistance, malgré le cadre juridique existant dans tous les lieux publics. La loi du 11 février 2005 a acté la garantie d'accès des chiens guides et d'assistance dans les lieux publics. Or 20 ans après sa publication, les refus persistent dans certains commerces, restaurants et hôtels voire dans des transports. Certains sont signalés et recensés mais beaucoup ne le sont pas. Des mesures ont été prises depuis 2005 pour sensibiliser et contrôler l'application de ce droit, notamment à travers la circulaire de 2019 adressée aux préfets et la création de l'Observatoire de l'accessibilité des chiens guides et d'assistance (OBAC). Malgré ces mesures, les constats de refus existent toujours. Aussi, il lui demande quelles mesures sont envisagées pour renforcer l'information des professionnels de l'obligation de respecter cette loi afin de garantir l'accès de ces chiens guides et d'assistance dans tous les lieux publics.

Données clés

Auteur: M. Jean-Michel Brard

Circonscription: Loire-Atlantique (9e circonscription) - Horizons & Indépendants

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 6003 Rubrique : Personnes handicapées

Ministère interrogé : <u>Autonomie et handicap</u>
Ministère attributaire : <u>Autonomie et handicap</u>

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 15 avril 2025, page 2634